

BLOG POST

LE BREXIT N'A PAS SÉDUIT LES OPINIONS PUBLIQUES EUROPÉENNES, AU CONTRAIRE

21/01/2020 | THIERRY CHOPIN | CHRISTIAN LEQUESNE | DROIT ET INSTITUTIONS

*Thierry Chopin, professeur de science politique
à l'Université catholique de Lille (ESPOL), conseiller special à l'Institut Jacques Delors*

*Christian Lequesne, professeur de science politique à Sciences Po,
ancien directeur du Centre de recherches internationales (CERI)*

Le Brexit n'est pas une bonne nouvelle pour l'Union européenne (UE): il représente un affaiblissement en termes de poids économique, politique et stratégique pour l'UE¹. Par ailleurs, le Brexit acte la possibilité d'une véritable réversibilité politique et certains ont même parlé d'un risque de « désintégration » de l'UE². Pourtant, du point de vue des gouvernements nationaux, il est remarquable que les 27 aient présenté un « front uni » face aux divisions britanniques. Le rapport de force a été clairement en faveur de l'UE, ce qui s'explique par plusieurs raisons : conscience aiguë de la nécessité absolue de préserver l'intégrité du marché intérieur au cœur de l'existence politique de l'UE ; volonté unanime de ne pas accorder au Royaume-Uni un statut équivalent à l'extérieur de l'UE qu'en qualité d'État membre; moindre dépendance commerciale de l'UE vis-à-vis du Royaume-Uni que l'inverse ; mandat à l'unanimité, donné par les 27 États membres au négociateur en chef de l'UE, Michel Barnier. Il est enfin à souligner que les 27 ont eu tendance à faire bloc et preuve d'unité quand il s'est agi de négocier avec l'État membre qui deviendra un « pays tiers » de l'UE. Ce qui a été moins analysé, c'est l'impact politique du Brexit sur les opinions publiques. Or, au moment où le Royaume-Uni est sur le point de sortir de l'UE, il apparaît clairement que le Brexit a eu un effet limité sur les opinions publiques des 27 États membres de l'UE et que les partis politiques euro-sceptiques (partout existants) ne sont pas parvenus à capitaliser sur le départ des Britanniques de l'UE.

Toutes les enquêtes réalisées après le référendum britannique suggèrent que les opinions publiques au sein des 27 sont devenues plus favorables à l'adhésion à l'UE, y compris au Royaume-Uni³. De la même manière, les données les plus récentes⁴ montrent que le soutien à l'adhésion à l'UE s'est fortement accru partout depuis le référendum sur le Brexit (Figure 1).

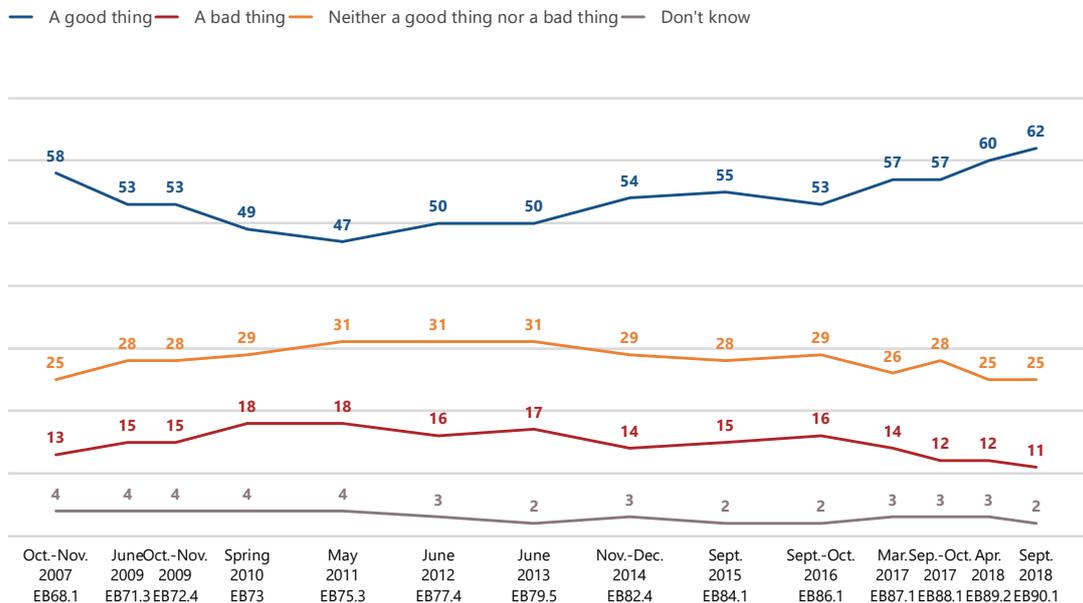
1. Les développements qui suivent sont issus d'un travail de recherche à paraître en 2020 sous le titre "Disintegration Reversed: Brexit and Cohesiveness of the EU27" dans la revue britannique *Journal of European Contemporary Studies*.

2. Webber, D. 2019. *European Disintegration? The Politics of Crisis in the European Union*. Basingstoke: Palgrave Macmillan; Vollaard, H. 2018. *European Disintegration. A Search for Explanations*. Basingstoke: Palgrave Macmillan.

3. Bertelsmann Stiftung 2016. 'Brexit has raised support for the European Union', 21 November; Pew Research Center 2017. 'Post-Brexit, Europeans More Favorable Towards EU', June 2017.

4. European Parliament 2018. 'Brexit effect: Public opinion survey shows that EU is more appreciated than ever' (EP press release on Eurobarometer data); Eurobarometer Survey 90 2018. European Parliament, October 2018; Friedrich-Ebert-Stiftung 2018. 'What holds Europe together? The EU in the wake of Brexit'.

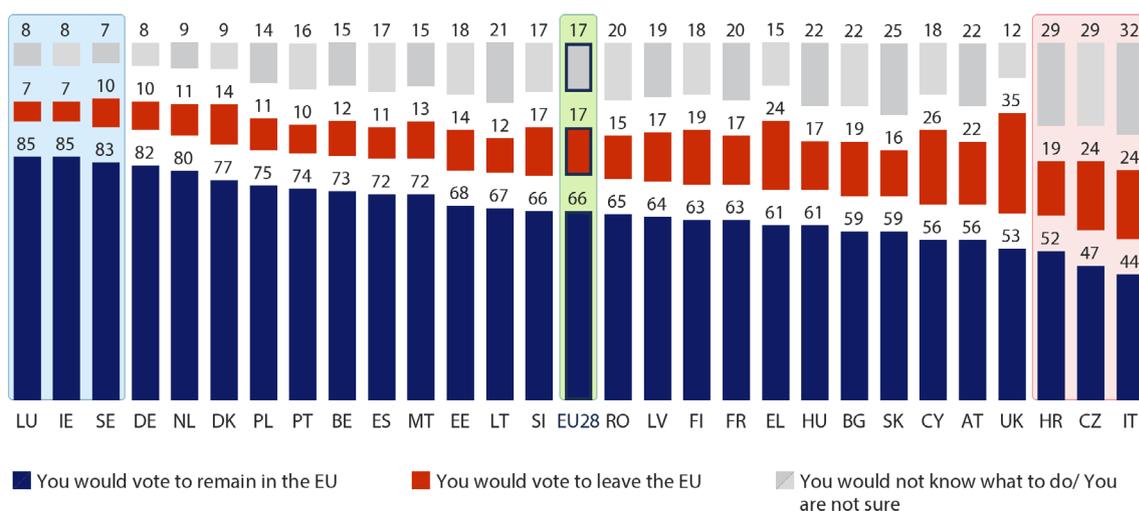
Figure 1 ■ Opinions publiques dans les 27 et adhésion à l'Union européenne (2007-2018)



Source: Eurobarometer Survey 90, European Parliament, October 2018

En outre, comme le montre la Figure 2, il n'y a pas de majorité europhobe en faveur d'un rejet du principe de l'appartenance à l'Union européenne dans aucun pays de l'UE27 - y compris dans les pays les plus eurosceptiques actuellement comme l'Italie et la France⁵.

Figure 2 ■ Attitudes au regard de l'adhésion à l'UE dans les 28 États membres (Octobre 2018)

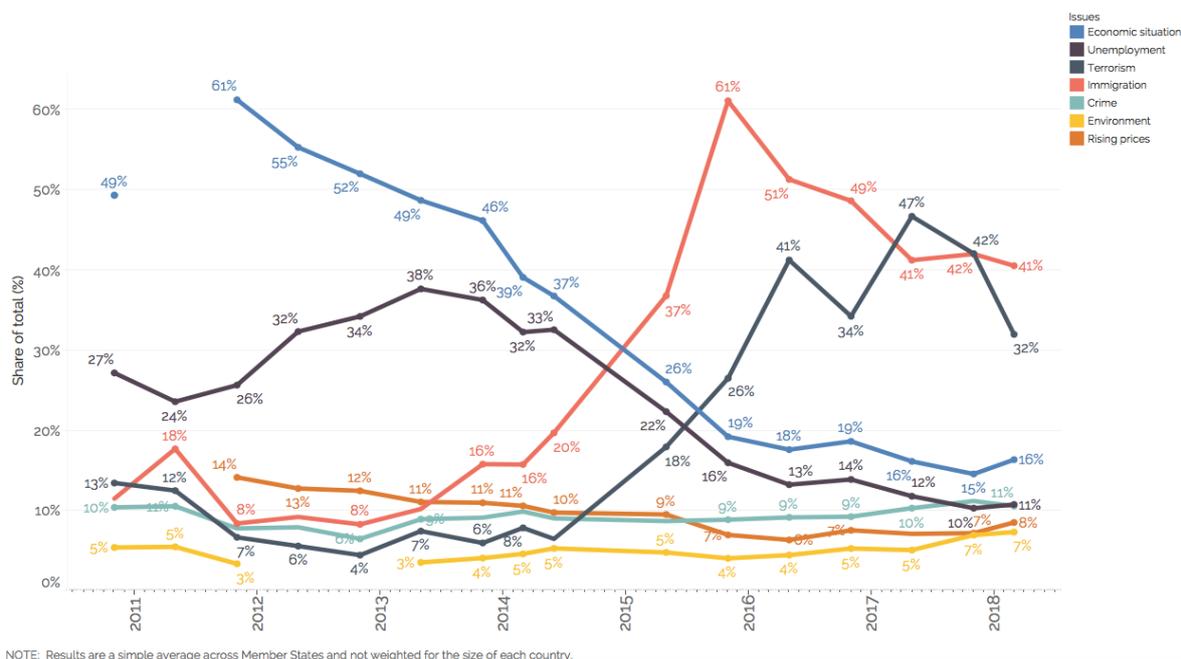


Source: Eurobarometer Survey 90, European Parliament, October 2018

⁵ Concernant le cas de la France, voir les données récentes présentées par Kantar, pour le Centre Kantar sur le futur de l'Europe 2019. 'La perception du Brexit. Étude effectuée en France, Allemagne, Pologne, Espagne, République d'Irlande et Pays-Bas', Octobre 2019. 24% des personnes interrogées en France sont favorables à la sortie de l'UE si un référendum était organisé, tandis que 52% sont favorables au maintien dans l'UE, ce qui représente le taux de soutien à l'appartenance à l'Union le plus faible parmi les autres pays où l'étude a été réalisée.

Les recherches les plus récentes montrent en outre que l'immigration a un impact beaucoup plus fort que le Brexit sur l'euroscpticisme des opinions publiques au sein de l'UE⁶. Cela explique que les partis politiques euroscptiques cherchent désormais à promouvoir contre l'UE un discours surtout construit autour du rejet de l'immigration. Celle-ci est considérée comme une priorité absolue de l'agenda politique dans plus des deux tiers des États membres de l'UE27 et c'est la première question qui alimente l'euroscpticisme des opinions publiques (Figure 3).

Figure 3 ■ Thèmes saillants au niveau national



Source: Standard Eurobarometer surveys

Trois raisons principales expliquent pourquoi le Brexit n'a pas été un thème mobilisateur dans l'UE27⁷. Premièrement, depuis le référendum britannique, une grande incertitude politique a été ressentie en raison des difficultés à faire passer l'accord de sortie au Royaume-Uni (plusieurs rejets successifs par la Chambre des Communes) et de la crise politique et constitutionnelle dans laquelle se trouve le système politique britannique⁸. Ces difficultés ont accru le soutien en faveur de l'adhésion à l'UE⁹. Deuxièmement, la crainte des conséquences économiques et financières de la sortie de l'UE conduit une majorité des opinions publiques à s'opposer à la sortie de l'UE ou de la zone euro¹⁰. Les enquêtes d'opinion les plus

6. Krastev, I. 2017. *After Europe*, Philadelphia: Penn Press.

7. Jacobs, F. B. 2018. *The EU after Brexit. Institutional and Policy Implications*. Basingstoke: Palgrave Macmillan.

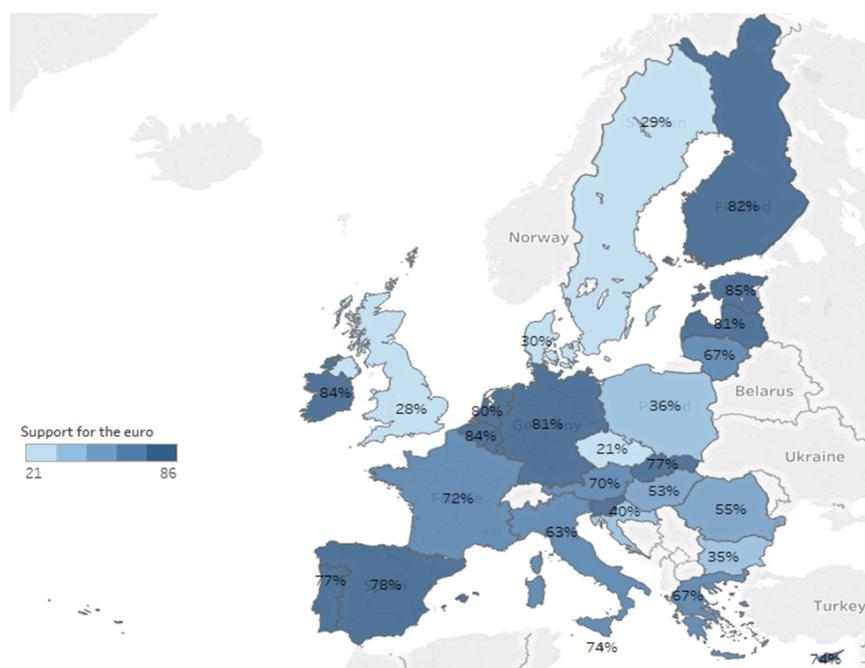
8. Avril, E. et Schnapper, P. 2019. *Où va le Royaume-Uni ? Le Brexit et après*. Paris : Odile Jacob.

9. De Vries, C. E. 2017. 'Benchmarking Brexit: How the British Decision to Leave Shapes EU Public Opinion', *Journal of Common Market Studies*. 55, Annual Review: 38-53.

10. Hobolt, S. B. and C. Wratil. 2015. 'Public Opinion and the Crisis: The Dynamics Support for the Euro', *Journal of European Public Policy*, 22 (2): 238-256; Hobolt, S. B. and P. Leblond. 2014. 'Economic Insecurity and Public Support for the Euro: Before and During the Financial Crisis'. In Bermeo, N. and L. M. Bartels (eds.) *Mass Politics in Tough Times: Opinions, Votes and Protest in the Great Recession*. Oxford/New York: Oxford University Press, 128-147.

récentes montrent que l'adhésion à l'euro bénéficie d'un large soutien dans les pays membres de l'UEM (Figure 4). 75 % des personnes interrogées dans la zone euro sont favorables à la monnaie unique, tandis que seulement 20 % s'y opposent. Parmi les États membres de la zone euro, le soutien est plus faible mais en hausse en Italie (63%, +2pp) et plus élevé en Slovaquie (86%, +2pp)¹¹.

Figure 4 ■ Soutien pour l'Union économique et monétaire et l'euro dans les États membres de l'UE (Novembre 2018)



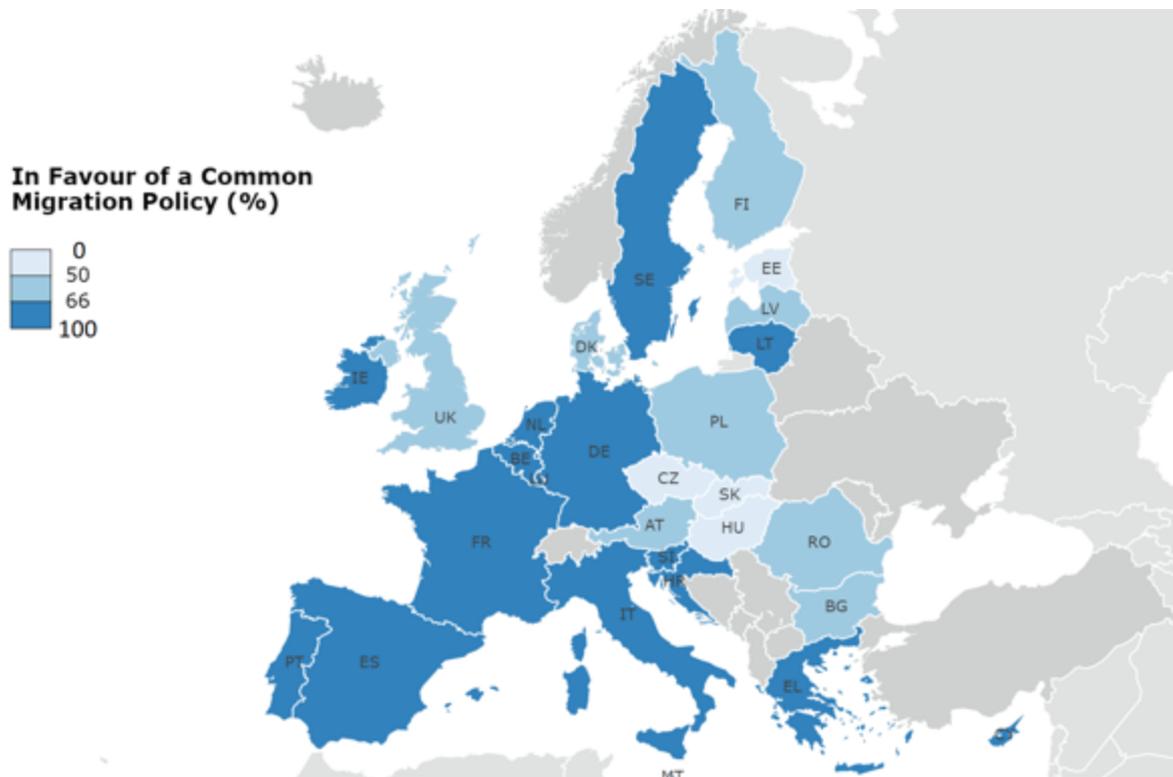
Source: Standard Eurobarometer Survey (EB 90), November 2018

En outre, bien que le contrôle plus strict de l'immigration ait été une priorité absolue pour les forces politiques pro Brexit (notamment le UKIP dirigé alors par Nigel Farage) pendant la campagne référendaire de 2016¹², les enquêtes d'opinion suggèrent qu'une majorité des électeurs de l'UE27 considère que la régulation des flux migratoires nécessite plutôt des solutions au niveau européen que national (Figure 5). L'une des conséquences de la crise des réfugiés de 2015 a été une prise de conscience croissante que le contrôle des frontières est devenu un bien public européen. La Figure 5 montre qu'une majorité d'Européens est favorable à une politique migratoire européenne commune.

11. Eurobaromètre EB 90 novembre 2018

12. Clarke, H.D., M. Goodwin, and P. Whiteley. 2017. *Brexit! Why Britain Voted to Leave the European Union*. Cambridge: Cambridge University Press.

Figure 5 ■ Les Européens en faveur d'une politique commune de l'immigration



Source: Eurobarometer Standard 89 Spring 2018

Trois conclusions peuvent être tirées concernant l'effet de Brexit sur les opinions publiques dans l'UE27. Premièrement, l'immigration est un facteur qui a eu un impact bien supérieur au Brexit sur l'euroscépticisme dans l'UE27. Deuxièmement, une majorité d'électeurs de l'UE27 considèrent qu'ils tirent plus d'avantages de leur appartenance à l'UE et à la zone euro que s'ils n'étaient pas membres. Troisièmement, non seulement le Brexit a eu un effet limité sur la montée de l'euroscépticisme, mais l'opinion publique est devenue plus favorable à l'adhésion à l'UE dans tous les États membres depuis que le référendum britannique a eu lieu. Les négociations sur le Brexit ont favorisé dans une certaine mesure une reconfiguration des opinions publiques européennes en faveur de l'intégration. C'est tout le paradoxe du Brexit qui, d'une part, peut être vu comme un élément de désintégration mais, d'autre part, a confirmé dans les autres États membres le désir de rester membre de l'UE. L'effet domino que certains ont pu redouter au début du Brexit ne s'est pas produit.